

Le catalyseur

"Des entrepreneurs engagés !"

Lettre d'information de France Chimie Île-de-France N°127 - Octobre 2024

**FRANCE
CHIMIE**
ÎLE-DE-FRANCE

UNE JEUNE CENTENAIRE !

Philippe Gœbel,
Président de la Fondation Internationale de la Maison de la Chimie

Quel été !

On se souviendra longtemps, bien sûr des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 avec son cortège de succès et sa moisson de médailles.

Merci et bravo, Cassandre Beaugrand, Ugo Didier, Althéa Laurin, Alexandre Léauté, Alexis et Félix Lebrun, Léon Marchand, Alex et Kylian Portal, Teddy Riner et à tous nos médaillés d'or, d'argent ou de bronze !

Vous nous avez fait rêver !

Merci et bravo à nos champions hors du commun porteurs de vrais et solides exigences, inspirés par l'effort, le dépassement, et l'humilité !

Vous avez enchanté le monde et les Français, qui se sont retrouvés nombreux dans les stades pour vous soutenir et vous applaudir.

La France est forte quand elle se rassemble pour un même objectif : Gagner !

La France est belle quand elle se mobilise dans un même élan, animée par les hautes valeurs de l'Olympisme

Aux pessimistes irréductibles, aux grincheux invétérés nous disons, « tout est possible quand on joue collectif ».

L'automne arrive, ne fermons pas cette formidable parenthèse, ne sombrons pas dans la morosité et la médiocrité, même si nous traversons une séquence à haut risque, sans précédent sur le plan institutionnel.

Ne gâchons pas pour autant cette remarquable dynamique garante de notre prospérité et de notre développement économique.

Nous avons des atouts, et de très nombreux ressorts.

Ensemble continuons, contre vents et marées à porter haut les couleurs de notre industrie dont l'expertise et l'innovation ont contribué à faire de nos athlètes des héros !

Vive la Chimie !

Gilles le Maire
Délégué Général

Créée par les pouvoirs publics en 1927 pour célébrer le centenaire de la naissance de Marcelin Berthelot, la Fondation Internationale de la Maison de la Chimie avait dès l'origine pour objectifs de promouvoir la Chimie, science et industrie, et de faciliter les échanges entre chercheurs, universitaires et industriels, français et étrangers.

Aujourd'hui encore, les actions de la Fondation visent à faciliter le développement de la Chimie et de ses applications et à permettre l'établissement de rapports plus vrais et plus confiants entre Chimie et Société.

Tirant ses ressources de l'activité du centre de congrès, la Fondation s'efforce en premier lieu de diffuser auprès du public, et plus particulièrement auprès des jeunes, une information scientifique de qualité, rigoureuse et objective.

Elle organise deux colloques annuels, intitulés « Chimie et ... », sur des problèmes d'actualité en montrant à chaque fois le rôle essentiel de la chimie dans leur résolution ; l'un des derniers colloques a ainsi porté sur le recyclage et le prochain sera consacré à l'eau.

L'assistance approche à chaque fois le millier de participants, dont plus de la moitié constituée par des élèves du secondaire et leurs enseignants. Les présentations faites au cours de ces colloques sont ensuite mises en ligne sur notre médiathèque Mediachimie, ouverte à tous, source unique d'informations de toute nature sur la chimie.

Ce souci de contribuer à l'amélioration et à la rénovation de la façon dont la chimie est enseignée est à l'origine de plusieurs partenariats, dont l'un avec la Fondation La Main à la pâte qui vise à donner aux jeunes élèves du primaire un premier contact avec la chimie au travers d'expériences amusantes tirées du quotidien, et un autre avec les éditions Nathan pour la réalisation de dossiers de préparation à l'oral du bac.

Enfin, avec France Chimie, nous sommes partenaires historiques des Olympiades Nationales et Internationales de la Chimie, qui récompensent les meilleurs élèves du secondaire en chimie, et du prix Pierre Potier qui distingue des innovations industrielles

remarquables en faveur du développement durable.

Plus généralement, les actions de la Fondation visent à faciliter le travail et la vie professionnelle des acteurs de la Chimie, universitaires et industriels, en finançant par exemple des post-doctorats au profit de jeunes entreprises

**Au service
de la Chimie et
des Chimistes**

innovantes ou de jeunes chercheuses en retour de congé maternité; ou encore en soutenant financièrement des projets comme la plateforme public-privé PEPPER pour la mise au point de méthodes de caractérisation de la perturbation endocrinienne, sujet d'importance essentielle d'un point de vue sociétal mais aussi pour les industriels de la chimie.

La Fondation Internationale de la Maison de la Chimie, une jeune centenaire plus que jamais déterminée à œuvrer, pour le bien de la Chimie et des Chimistes !

CYBERCRIMINALITÉ : DES CIBLES NOMBREUSES, DES OBJECTIFS VARIÉS

La cybercriminalité est dans toutes les discussions mais la menace augmente pour les entreprises et les citoyens.

Les délits et crimes dans l'espace cyber se regroupent en deux familles. La première utilise les moyens numériques comme vecteur pour mettre en œuvre des infractions traditionnelles comme les escroqueries. La deuxième regroupe les atteintes aux STAD (Systèmes de Traitement Automatisé de Données), touchant les systèmes d'information et les données. Ces délits spécifiques sont les véritables « *cyber infractions* ».

Les entités doivent se préparer avec des moyens et des procédures pour limiter les impacts, à défaut de les éviter.

ENJEUX POUR LES ENTREPRISES

Grâce à l'étendue de l'espace cyber, la malveillance profite d'une immense surface d'action. Du courriel piégé à l'attaque par déni de service, les cibles sont nombreuses et les objectifs variés. Souvent financiers, ce sont les rançongiciels/ransomwares qui sont craints. Les activités sont stoppées brutalement, les données stratégiques et sensibles dérobées, et il faut faire face au dilemme de la rançon : Payer ? Est-on certain de récupérer les données ? En totalité ? A quoi va servir l'argent de la rançon ? Terrorisme ?

Les autres attaques ne sont pas moins dangereuses. Dans l'industrie, la cyberattaque redoutée est celle visant la Technologie Opérationnelle (OT) et l'informatique industrielle qui contrôle les équipements dans les chaînes de fabrication. Ces attaques dérèglent les productions, parfois en modifiant les recettes pour rendre les produits inutilisables. On imagine aisément les conséquences sur l'activité, la réputation, les répercussions

financières, le remplacement de l'outil infecté (système de contrôle, SCADA...).

S'ajoutent les manœuvres commerciales opportunistes dans un monde où la sémantique technique cache parfois un manque de savoir-faire, et les prestataires deviennent des complices.

Des mesures peuvent aider les entités à se préserver. D'abord, sécuriser ses systèmes d'information c'est mettre en place une gestion stricte des comptes utilisateurs sans droits abusifs, c'est sauvegarder ses données sur des supports sécurisés, c'est effectuer les mises à jour sans délai, c'est utiliser un anti-virus et un VPN.

étatiques. Parmi eux, dès 2018, la police nationale a créé une structure atypique : le RECyM. Ce Réseau des Experts Cyber Menaces repose sur un groupe de réservistes bénévoles aux profils complémentaires. Leur expertise tient non seulement à leur appétence pour la cybercriminalité, mais surtout par leur légitimité à s'adresser aux entreprises et collectivités. Ces volontaires sont avant tout des chefs d'entreprises, des cadres du monde bancaire, industriel, des assurances, et bien d'autres profils qui s'adaptent à leurs interlocuteurs en connaissance des enjeux et problématiques. Ils étaient 13 et aujourd'hui plus de 100 réservistes de l'OFAC (Office Anti-Cybercriminalité) arment le RECyM.

Les sensibilisations s'adaptent à tout niveau de responsabilité et ces réservistes accompagnent pour la préservation des preuves

Typologie des victimes



Il faut former l'ensemble des personnels, à tout niveau de responsabilité, expliquer comment identifier les signaux faibles et forts, à qui rendre compte, et comment réagir pour préserver le système.

DISPOSITIF DE SENSIBILISATION ET LE RECYM

Les entreprises françaises ne sont pas épargnées et s'organisent, profitant des aides apportées par les organismes

et le dépôt de plainte. L'importance du dépôt de plainte réside dans la saisine permettant une enquête pénale, afin de rassembler les preuves, identifier les auteurs, les arrêter partout dans le monde avec l'aide des services étrangers, les présenter devant la justice, et obtenir réparation, mais surtout les stopper.

Ils sont là pour vous.

Marc Stoltz
Réserviste coordonnateur du
RECyM Ile-de-France et Préfecture
de Police de Paris

REPÈRE

Gardons à l'esprit que bon nombre d'entités victimes de cyberattaque, n'osent pas déposer plainte. Cette situation ne permet pas de saisir les services d'enquête pour identifier les réseaux malveillants.

A la fin de l'année 2023, les services du COMCYBER-MI (Commandement du ministère de l'intérieur dans le cyberspace) enregistraient +40% d'atteintes numériques en 5 ans, soit 278 770 attaques !

Pour 17 700 atteintes aux STAD en 2023, on relève une augmentation de 28% des rançongiciels.

Le ministère de l'Intérieur a mis en place des plateformes pour faire face aux cybermenaces :

- PHAROS sert à signaler les contenus illicites visibles sur Internet, comme les incitations au terrorisme, les images pédopornographiques et toute atteinte discriminatoire ou violente. En 2023, elle a reçu 211 543 signalements pris en compte par les cyber-enquêteurs de l'OFAC (Office Anti-Cybercriminalité).

- THESEE permet aux particuliers de déposer plainte pour toute atteinte cyber relative aux escroqueries. Cette plateforme a enregistré 104 439 plaintes en 2023. Elles ont toutes motivé des enquêtes pénales pour identifier les auteurs et les présenter à la justice !

47 000 personnes ont été identifiées et mises en causes en 2023 ! Il est important de déposer plainte, mais avant tout, protégez vos entités et formez vos équipes !

Le RECyM en chiffres c'est :

Pour 2022 :
• 323 actions de sensibilisations
• 10 265 entreprises et collectivités sensibilisées

Pour 2023 :
• 328 actions de sensibilisations
• 28 843 entreprises ou collectivités sensibilisées

Contact : marc.stoltz@recym-pj.fr

IA : OPPORTUNITÉS OU RÉVOLUTION ?

L'intelligence Artificielle (IA) est une révolution comparable à la découverte du feu dixit Sundar Pichai CEO de Google. Le Fonds Monétaire International prédit que 40 % des emplois dans le monde seront affectés par l'IA, transformant certains métiers et en créant d'autres.

Pour les professionnels des Ressources Humaines (RH), cette transformation est à la fois une opportunité et un défi immense. Selon une étude du BCG de 2023, les gains de productivité attendus sont de 20 % à 40 % selon les départements.

BIEN-ÊTRE & PERFORMANCE

Actuellement, 80 % des industriels en sont encore au stade de l'observation, voire du cadrage et quelques-uns dans le lancement de preuve de concept. Pour les RH, l'IA promet de transformer radicalement les processus et les métiers (marketing, finance, les fonctions supports, le légal sont déjà impactés dans la Chimie).

Comment les DRH vont réagir face à cette avancée inextinguible ? Vont-ils monter à bord du train pour influencer sa trajectoire ou risqueront-ils d'être distancés en termes d'avantage concurrentiel ?

Les bonnes nouvelles sont déjà là : 47 % des entreprises utilisent une forme d'IA dans leurs processus RH. L'IA n'affectera pas seulement le métier des RH, mais également leur quotidien, en les aidant à accompagner les autres métiers dans leur propre transformation. Le DRH devient le catalyseur et le facilitateur des transformations des métiers. En créant un environnement propice à l'innovation, le DRH permet une utilisation optimale de l'IA. Il est un acteur, rôle crucial pour

s'assurer une bonne utilisation de cet outil et en créant un environnement favorable (dont l'efficacité dépend de l'usage et de la solidité des données).

Voici quelques axes déjà observés : Créer un environnement Créatif et Collaboratif - Détecter et Révéler les Talents - Former pour le Bien-Être et la Performance - Proposer une Politique de Gestion des Talents Ambitieuse.

UN RDV UNIQUE

Les outils associés sont nombreux pour les processus de recrutement, de la marque employeur, de la formation et gestion de la performance, des relations sociales, de l'administration du personnel et les SIRH.

Nous sommes à l'heure d'un rendez-vous unique pour les

RH ! Un moment pour se repositionner et jouer un rôle central dans la transformation des organisations. En tant que DRH, il est essentiel de se former, d'innover et d'encourager ces changements et ces transformations.

Comment ? Commencer par en parler. Avec une vision d'entreprise portée par la Direction Générale, intégrant les questions éthiques. C'est aujourd'hui et avant tout un investissement, porté par une vision « End to End ». Sujet de transformation global en relation avec la RSE. Le Manager Augmenté sera celui de l'IA + Intelligence Humaine. L'accompagnement des équipes est structurant et un impératif. Enfin n'oubliez pas d'enchâsser le sujet en intelligence collective.

Jean-Claude Jouanillou
Manager & Recruteur
d'Experts Industrie &
C-Level chez Taste

EAU

Face à la fragilité des ressources, les autorités ont engagé dès 2019 des actions auprès d'industriels fortement consommateurs (> 50 000 m³/an) pour les amener à réinterroger leurs démarches internes déployées lors de périodes de restrictions de prélèvements.

En 2022, la France a lancé son Plan Eau visant à réduire de 10 % la quantité prélevée d'ici à 2030 (vs 2019). Chaque usine est concernée par cette politique. L'établissement d'un plan de sobriété hydrique répondant aux risques de restrictions structurelles et conjoncturelles (sécheresse) est de fait indispensable.

Un plan de sobriété comporte les étapes de diagnostic, d'identification de solutions personnalisées et de financement. Pour cela, l'accompagnement par un bureau d'études spécialisé Eau (BET) est recommandé.

UN DIAGNOSTIC PERTINENT

Le diagnostic repose sur l'analyse des historiques de consommations et des rejets. L'installation de capteurs s'avère fréquemment néces-

saire pour compléter les données existantes.

Il permet d'identifier les fuites et anomalies de consommations par zone de production et de dégager des scénarii de réduction de consommation.

La clé du diagnostic est la confrontation entre la vision de l'industriel et celle du regard expert du BET. Cette convergence permet d'établir un éventail de solutions réalistes pour les réseaux, les équipements de pompage / traitement et les procédés consommateurs d'eau.

DES SOLUTIONS TECHNIQUES APPROPRIÉES

Le spectre des solutions envisageables est large :

- Lutte contre les pertes chroniques : localisation et réparation

des fuites sur les réseaux, optimisation des pressions de fonctionnement, installation de capteurs permanents pour le monitoring des données

- Réduction des consommations : tours de refroidissement adiabatiques, recyclage de condensats, augmentation du rendement de filtration, utilisation des 2^e rinçages en eau de lavage, rationalisation des séquences de lavage, évolution des consignes d'exploitation...
- Réutilisation en interne de certaines eaux non conventionnelles : eaux de pluie de toiture (appoint de tours de refroidissement ou d'eau de process...), purges...
- Solutions de réutilisation (REUT) (interne ou externe au site industriel) impliquant le traitement complémentaire d'eaux résiduelles préalablement traitées : filtration et désinfection pour alimentation du process, désalinisation

d'eaux résiduelles pour alimentation d'électrolyseurs...

Les solutions s'apprécient au cas par cas au regard de leurs impacts environnementaux et énergétiques et de leurs conséquences en matière de modification des rejets.

DES FINANCEMENTS POSSIBLES

Les investissements proposés peuvent bénéficier de subventions des Agences de l'eau. Le BET Eau peut vous accompagner dans le montage du dossier correspondant, les choix technologiques et le suivi de travaux.

Pour maintenir et améliorer en continu votre performance, les solutions digitales permettent de garantir les meilleures performances sur le long terme.

Didier Colard
Direction Déléguée France
Nord-Ouest
Responsable Développement
industries
Suez

RÉFORME DES MINIMA

Après plusieurs mois de négociation, les organisations professionnelles d'employeurs de la Branche et deux organisations syndicales (la CFDT et la CFE-CGC) ont conclu un accord le 4 juillet 2024 sur une nouvelle structure des salaires minima dans la Chimie, applicable au 1^{er} juillet.

Au début de l'année 2023, lors de la NAO, l'ensemble des organisations syndicales a refusé un projet d'accord de revalorisation des salaires minima pourtant en ligne avec les niveaux d'inflation prévisionnelle (majoration de 4% de l'ensemble de la grille).

REMONTONS LE TEMPS

D'ailleurs, les chiffres définitifs de 2023 ont été inférieurs à cette prévision. En l'absence d'accord signé, la Branche a pris une décision unilatérale permettant de mettre le coefficient 130 au-dessus de la valeur du SMIC du 1^{er} janvier 2023.

Une nouvelle revalorisation du SMIC a eu lieu au 1^{er} mai 2023, nous conduisant à réouvrir la négociation. Nous avons alors fait une proposition similaire à celle du 1^{er} jan-

vier, avec une grille supérieure au SMIC. Cette proposition a été de nouveau refusée.

Devant cette situation, et considérant que l'accord de 2006 conduisait inéluctablement à une indexation de nos salaires minis sur l'évolution du SMIC, nous avons alors fait la proposition de changer leur structure.

Certaines organisations syndicales n'y étaient pas opposées mais demandaient en préalable leur hausse significative.

Cette demande n'était pas acceptable, car nous savions que le changement de la structure des salaires minima s'accompagnerait aussi d'une augmentation du barème. C'est dans ces conditions que la Branche a connu plusieurs mois de blocage du dialogue social sur l'ensemble des sujets.

Pendant cette période, nous

avons sollicité la Direction Générale du Travail pour la mise en place d'une Commission Mixte Paritaire (CMP), permettant la sortie de cette impasse et l'ouverture de cette négociation en présence d'un représentant de l'Etat.

Celle-ci a pu démarrer à la fin de l'année 2023 et s'est déroulée tout au long du 1^{er} semestre 2024.

PRINCIPALES AVANCÉES DE L'ACCORD

Tout d'abord, cet accord permet de relever tous les salaires minima au-dessus du SMIC et anticipe une hausse éventuelle du SMIC annoncée avant la fin de l'année, selon les règles actuelles.

Il met fin aussi au tassement de la courbe sur l'avenant I, en supprimant le complément de salaire issu de l'accord de 2006.

Et surtout, en retenant deux paramètres : salaire de référence et valeur de référence

qui peuvent évoluer de façon distincte, l'accord autorise ainsi à décorréliser les augmentations des différents coefficients en cas d'évolution importante du SMIC ou de forte inflation, avec toutefois une limite encadrée par un

Tous les salaires minima au dessus du SMIC

filet de sécurité demandé par les organisations syndicales.

Il adopte une grille sur une base de 35 heures hebdomadaires (soit 151h67 mensuelles), et permet, concernant les primes liées à la valeur du point, une liberté de pratiques à toutes nos entreprises.

Enfin, il prévoit l'ouverture d'une négociation sur la classification, prochaine étape de la modernisation de notre convention collective.

Sylvain Jonquet,
Directeur des affaires sociales
France Chimie

BREVES

AGENDA SSE

Le Département Santé, Sécurité et Environnement vous propose de participer aux formations suivantes :

- 14/11 : « Comprendre le règlement des produits biocides sans être expert » avec ATOUT CHIMIE à Puteaux et en distanciel.
- 19/11 : « Evaluation des risques professionnels - Evolutions réglementaires et méthodologie » avec le CNPP à Puteaux.
- 19/11 : « Incoterms®2020 » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux
- 26/11 : « Nanomatériaux : comment gérer les risques pour la santé et l'environnement ? »

avec AFPIC Formation à Puteaux

- 04/12 : « ADR 2025 » avec FECHIM SERVICES (UFCC) à Puteaux
- 05/12 : « Microplastiques : agir dans les entreprises » avec AFPIC Formation à Puteaux

Inscription :
a.aullet@chimie-idf.fr

JOURNÉE SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

Le Département SSE vous invite à sa Journée Sécurité et Environnement 2024 sur la thématique de l'eau en partenariat avec SARPI VEOLIA, leader européen du traitement et de la valorisation des déchets dan-

gereux et des sites pollués, le 7 novembre sur le site de SARPI à Noisy Le Sec.

Inscription : a.aullet@chimie-idf.fr

CCNIC & DURÉE DU TRAVAIL

Le Département Social et Relations Humaines de France Chimie IDF animera à l'intention des entreprises de la Profession sa formation traditionnelle consacré à « la CCNIC : ses spécificités ».

- le 12/12 à Puteaux (Ile-de-France) ;
- Il animera également son séminaire sur « la Durée et l'Aménagement du temps de travail dans les industries chimiques ».
- le 10/10 à Puteaux (Ile-de-France) ;

- le 22/10 à Strasbourg (Grand Est) ;
- le 5/11 à La Rochelle (Nouvelle-Aquitaine)

Information et inscription :
inscription@afic.org

UNE OPPORTUNITÉ UNIQUE !



Vous souhaitez promouvoir vos métiers, recruter de nouveaux talents ou soutenir l'emploi des jeunes et l'alternance ? Ne manquez pas cette occasion unique de valoriser vos offres professionnelles de manière efficace et visible lors du **Village de la Chimie** en mars 2025 au Parc Floral de Paris.

Réservez sans tarder votre stand : Bulletin de réservation
Informations : Village de la Chimie 2025
Contact :
c.orteggia@chimie-idf.fr

« Le Catalyseur », lettre d'information de France Chimie Île-de-France, Le Diamant A - 92909 Paris la Défense Cedex - Site : www.chimie-idf.fr - Directeur de la publication : Gilles le Maire 01 46 53 11 83
Rédactrice en chef : Tiphaine Lecoer 01 46 53 11 84 - Maquette, réalisation et routage : NathaDlie D.